Le 14 novembre 2012 aura lieu une grève générale convoquée par la CGTP mais elle concerne tout le monde, tous ceux qui souffrent des conséquences brutales des politiques d'austérité et d'appauvrissement que la Troïka nous impose et que le gouvernement PSD/CDS applique aveuglément et servilement, « quoi qu'il en coûte ». Un aveuglement idéologique néolibéral et autoritaire qui n'écoute que la seule voix des « marchés » et qui sape les fondements les plus élémentaires de la démocratie.

Cette grève générale veut en finir avec l'augmentation vertigineuse du chômage, qui a déjà atteint au mois d'août le taux de 15,9%, autrement dit 1.393.000 hommes et femmes sans emploi, et cela malgré la forte croissance de l'émigration et la réduction du taux d'activité. Pire encore, la précarité et le chômage des jeunes atteint des niveaux jamais égalés (35,9% des jeunes de moins de 25 ans) et la tendance est à la hausse selon l'OIT.

Cette grève générale veut stopper les coupes dans les salaires directs et indirects, et la réduction des prestations sociales et de la protection sociale (allocations de chômage, pensions).

Cette grève générale veut annuler les réformes du Code du Travail qui facilitent les licenciements, réduisent les indemnisations, s'attaquent à la négociation collective et aux syndicats et visent à l'individualisation des relations entre les travailleurs et les employeurs.

Cette grève générale veut empêcher de nouvelles privatisations dans des secteurs stratégiques telles que les entreprises publiques ANA, CGD, TAP, CTT, RTP, et Eaux du Portugal et éviter ainsi la création de nouvelles rentes monopolistes qui parasitent l'économie.

Cette grève générale est une riposte à l'attaque contre les services publics (santé, enseignement, sécurité sociale, justice) dont le mot d'ordre gouvernemental est de couper dans leurs budgets. Nous luttons pour éviter le démantèlement de l'Etat Providence.

Cette grève générale se veut le prolongement des exigences citoyennes exprimées dans les rues par un million de personnes le 15 septembre dernier dans des dizaines de villes du pays sous le slogan « Dehors la Troïka ! Nous voulons récupérer nos vies », ainsi que des manifestations du 29 septembre organisées par la CGTP. Nous remplirons à nouveau le « Terreiro do Paço » (la Place du Palais, en face du Parlement, NdT), afin de le transformer en Place du Peuple pour exiger la démission du gouvernement.

Le nouveau paquet de mesures d'austérité – la plus grande augmentation d'impôts de l'histoire de la démocratie portugaise – a été brutalement annoncé par le Ministre des Finances peu avant la discussion parlementaire sur les motions de censure déposées par le Bloc de Gauche et par le Parti Communiste Portugais, qui ont ainsi relayé la voix du peuple et la censure de la rue au sein de l'Assemblée de la République, forçant le gouvernement a avouer aux victimes que tout avait déjà été négocié avec Bruxelles.

Ce « vol à main armée » ne fait que renforcer la détermination des citoyens qui souffrent dans leur chair d'une telle exploitation et tous sans exception doivent participer à la construction et au succès de cette lutte. Tous sont nécessaires et bienvenus.

Cette grève générale « n'est pas seulement une grève de protestation, c'est surtout un exercice de propositions alternatives pour le pays » comme l'a très bien dit le secrétaire général de la CGTP.

Même ceux qui, pour quelque raison obscure et avec de faux arguments tentent de dénigrer et de rejeter la convergence des luttes, savent bien qu'ils ne pourront pas éviter l'unité d'action de tous les travailleurs sur leur lieu de travail. La force de la raison et la conscience des travailleurs sont supérieures à toutes les décisions de directions qui prétendent les représenter. Je parle bien entendu de l'UGT (l'autre principal syndicat portugais, lié à la social-démocratie et qui a refusé de se joindre à l'appel de la CGTP à la grève générale, NdT).

Cette grève doit pourtant inclure sans condition toutes les organisations syndicales et s'élargir aux mouvements sociaux des chômeurs, des pauvres, des retraités, des étudiants, des petites et micro entreprises. Elle n'exclut personne et veut unir les forces afin que les actions de rue à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur du pays, aient un caractère populaire le plus large possible.

La Marche contre le chômage qui, depuis le 5 octobre, parcourt tout le pays est en elle-même un signe de force, de résistance et elle concerne le principal problème auquel sont confrontés quotidiennement les travailleurs. Elle a acquis une plus grande importance encore avec l'appel à la grève générale et mérite en conséquence tout notre soutien et participation.

La grève générale du 14 novembre au Portugal peut marquer un grand pas en avant dans la lutte des travailleurs européens en concrétisant, dans la pratique, la volonté déjà exprimée par les dirigeants des syndicats espagnols CCOO, UGT et CIG, ainsi que d'autres organisations qui font partie du « Sommet social », de faire converger leur lutte contre le gouvernement de Mariano Rajoy ce même jour afin d'avoir, enfin, une GREVE GENERALE IBERIQUE.

Il existe également la possibilité d'une plus grande interaction et convergence des luttes à l'échelle européenne si la prochaine réunion du Comité exécutif de la CES (Confédération européenne des syndicats) décide d'organiser une journée de lutte le 14 novembre dans d'autres pays du sud comme la Grèce, la France et l'Italie.

Nous, syndicalistes du Bloc de Gauche, avons proposé il y a déjà longtemps et à diverses occasions l'adoption de mesures d'urgence pour mener à bien des luttes coordonnées, au minimum dans les pays du sud, afin de répondre à la violence des attaques.

Ces attaques sont globales et les ripostes doivent être de caractère national mais menées aussi à l'échelle de l'UE, en revendiquant avec radicalité et fermeté une riposte européenne contre la spéculation des marchés financiers.

Nous pensons que c'est le chemin à suivre, car il favorise l'unité et la lutte des travailleurs européens. Nous avons besoin d'un niveau de riposte populaire supérieur afin de faire face à l'intervention de la Troïka, qui accumule crise sur crise et ajoute la récession à la récession dans les pays où elle intervient déjà directement ou indirectement.

C'est en assumant cette position internationaliste que nous ferons tout notre possible au niveau national pour que la grève générale du 14 novembre au Portugal constitue un pas en avant pour en finir avec la Troïka et contribuer à la fin de ses politiques et à la démission du

gouvernement.

Vive la grève générale ! Notre lutte est également internationale !

Francisco Alves est syndicaliste de la centrale Fequimetal (CGTP) et militant du Bloc de Gauche portugais

Manifeste du 13 octobre

Aujourd'hui, 13 octobre, dans ce même lieu (l'ancien Théâtre ouvert) où le 1er mai 1981 José Mário Branco a chanté et crié contre le FMI, nous crions ensemble. Et nous ne sommes pas seuls.

Aujourd'hui, dans des centaines de villes du monde entier, un énorme mouvement citoyen de protestation se manifeste par une « Casserolade Globale (Global Noise) contre les politiques d'austérité et pour une alternative. Notre lutte est internationale.

Au Portugal, nous manifestons à Aveiro, Barcelos, Barreiro, Braga, Bragança, Caldas da Rainha, Coimbra, Faro, Guarda, Lisboa, Loulé, Portimao, Oporto, Santarem, Setúbal et Viseu. Au Brésil également on manifeste à Fortaleza. Et nous déclarons ce qui suit :

Dehors la Troïka !

Nous prenons les rues et les places des villes. Nous joignons nos voix et nos mains. Le 15 septembre, nous avons brisé le silence et affronté la peur.

Le gouvernement a tremblé. Le peuple a remporté une bataille contre la politique de la Troïka et la TSU (mesure qui visait à augmenter les cotisations sociales des travailleurs tout en réduisant

celles des employeurs, NdT), mais nous n'avons pas encore gagné la guerre.

Le projet de budget (pour 2013) veut s'attaquer à ceux qui travaillent, avec une augmentation brutale de l'IRS (impôt sur les revenus) et d'autres mesures, ce qui provoquera plus de chômage, une augmentation de la pauvreté et de l'insécurité sociale, plus d'injustice et plus de désespoir.

Cette politique, nous le savons bien, est une voie sans issue et sans avenir. Aujourd'hui, 13 octobre, nous disons NON !

Cette « manifestation culturelle » met la culture du côté du peuple, à la tête de la protestation, de la lutte et de la résistance.

Aujourd'hui, des milliers d'artistes, de professionnels du monde du spectacle et des personnes anonymes se sont rassemblées dans tout le pays afin d'affirmer que notre lutte contre ce gouvernement et la politique de la Troïka implique également la défense de la culture.

Ce gouvernement est totalement usé. Il ne sert que les intérêts financiers, augmente le chômage, la pauvreté et la dette. Il a perdu toute légitimité en ne servant pas le peuple qui l'a élu.

Il n'y a pas un ministre qui ne puisse sortir dans la rue sans être insulté et le Président a peur de célébrer la Journée de la République avec le peuple.

Nous ne devons pas renoncer à ce que nous sommes. Un peuple avec des droits, des libertés, une identité et une culture.

Le budget d'Etat ne passera pas !

Le projet de budget de ce gouvernement représente une aggravation colossale du vol qui est en train de se produire. Notre réponse est d'élever la participation, la multiplication des actions et le durcissement de la lutte. Le chemin qu'ils veulent nous imposer n'est pas inévitable. Nous allons lutter contre ce budget et contre tout autre budget injuste d'austérité et de misère.

Nous appelons tout le monde à faire front face à cette politique de la Troïka, à participer à toutes les formes de résistance et de pression qui se concrétiseront les quinze prochains jours afin de battre ce budget, ce gouvernement et cette politique.

Le budget d'Etat pour 2013 sera voté au Parlement le 31 octobre. A partir d'aujourd'hui, d'ici au 31 octobre, nous serons dans les rues pour dire : « Ce budget ne passera pas ! »

Publié sur Avanti4.be

Texte initial en espagnol sur Sin Permiso

Traduction française pour Avanti4.be : Ataulfo Riera